

NOTES POUR UNE ALLOCUTION DU CHEF RÉGIONAL GHISLAIN PICARD À L'OCCASION DU FORUM SOCIOÉCONOMIQUE DES PREMIÈRES NATIONS

25 OCTOBRE 2006

(la version prononcée fait foi)

SALUTATIONS D'USAGE,

BREF MESSAGE EN INNU,

Cette rencontre est sans précédent. Mais elle n'est pas historique... pas encore du moins.

Pour que ce Forum puisse être qualifié d'historique, il faudra que les gestes posés ici et les retombées de nos travaux prennent un véritable SENS historique. C'est notre défi, à toutes et tous ici présents. Chacun a ses responsabilités : Premières Nations, Gouvernement québécois, Gouvernement canadien et sociétés civiles (autochtone et québécoise), et ces responsabilités doivent être assumées.

C'est avec un grand honneur, mais aussi avec beaucoup d'humilité, que je prends la parole ce soir., Les 10 nations, dûment représentées par des Grands Chefs, des Chefs, des Vice-Chefs, et des Conseillers élus, sont ici dans le but de faire une différence et de contribuer à ce que nous souhaitons tous depuis longtemps: *changer les choses ; les changer pour vrai.*

Certains diront qu'une sorte de révolution est nécessaire pour nos communautés. Chose certaine, *le statut quo n'est plus acceptable*. Ce Forum doit donc nous permettre, ensemble, d'amorcer ces grands travaux qui nous permettront de renverser la vapeur et de faire en sorte que les conditions socioéconomiques des peuples autochtones changent radicalement.

Je ne veux pas être alarmiste, mais le temps presse. En 1996, la Commission royale sur les peuples autochtones, dans un rapport de 4000 pages et de 58 millions de dollars, constatait toute l'ampleur des problèmes : pauvreté, suicide, dépendance aux drogues et à l'alcool, chômage et violence. Pour changer les choses, 400 recommandations ont été proposées. Or, mon constat, 10 ans plus tard, c'est que les choses n'ont pas vraiment changé.

Pourtant, à cette époque, on parlait déjà d'une urgence d'agir. En 1999, le Comité des droits de l'homme des Nations Unies, au terme d'une enquête sur les peuples autochtones vivant au Canada, affirmait, et je cite : « *la situation des Autochtones reste le problème le plus pressant auquel sont confrontés les Canadiens* ». Ça fait 7 ans...

Depuis ce temps, on a peu avancé...alors que les conditions socioéconomiques des Premières Nations ont continué de se détériorer. Je pense, entre autre, au taux de diabète qui est passé de 10 à 15% au cours des cinq dernières années. Je pense aussi, au taux d'emploi qui est 30% inférieur à celui de la moyenne québécoise. Ajouter à cela, un taux d'augmentation démographique d'environ 2,5%, vous pouvez aisément imaginer l'ampleur de la pression qui s'accroît dans nos communautés.

Notre défi est donc de taille, j'en conviens. Et, face à ce défi, nous avons une obligation de résultat. Nous n'avons pas le droit d'échouer et de décevoir une jeunesse montante qui, dans bien des cas, n'a même plus les moyens de vivre d'espoir.

Je suis sûr que chaque dirigeant de Première Nation, ici présent, rêve au jour de voir sa Première Nation épanouie, sans violence, sans drogue, sans décrochage scolaire, sans assistance sociale, une Première Nation responsable de son développement, autonome dans ses choix et fière de sa culture distincte. Ce rêve, cette vision doit vraiment prendre forme, ici, dans ce Forum et se traduire par une mission concrète, que j'appelle la Mission 10 000 possibilités. Ça veut dire, 10 000 nouvelles maisons en 5 ans, 10 000 nouveaux emplois sur 10 ans, et 10 000 jeunes

qui éviteront le décrochage scolaire ou qui rattracheront pour compléter leur secondaire V., et qui sont autant de nouvelles possibilités pour les membres de nos Premières Nations.

Si on s'engage dès maintenant à réaliser ces objectifs, on pourra peut-être éviter la crise qui nous est annoncée.

Je vous rappelle que le quart de nos populations a présentement moins de 15 ans. Tout comme pour le Québec, notre défi en est un de génération, mais à l'inverse. Nous devons faire de la place pour ces jeunes qui, d'ici 10-15 ans, auront besoin d'emplois, auront besoin de logements, auront besoin de services. Il est donc urgent d'intervenir dès maintenant.

Pour nous aider, nous avons une série de propositions concrètes qui sont sur la table et qui alimenteront nos travaux pendant ces 3 jours.

Une Nouvelle Alliance

Mais pour vraiment changer les choses, il faudra une volonté politique qui n'a pas toujours réussi à se manifester. Le Forum traite de questions sociales et économiques, mais on ne pourra jamais aborder réellement ces questions sans une Nouvelle Alliance entre nos gouvernements respectifs. Il faudra nécessairement trouver, ensemble, un nouvel équilibre des pouvoirs politiques et des ressources économiques. Seule une Nouvelle Alliance peut permettre de réellement changer les choses et véritablement restaurer les conditions sociales et économiques des individus, des familles, des collectivités et des nations.

Nous n'avons jamais renié notre statut de nations, nous avons été reconnus comme tel dans la Proclamation royale de 1763 et lorsque nous avons signé des traités pour partager nos terres et nos ressources. Plus récemment, nous avons été reconnus comme nations par une résolution de l'Assemblée nationale. C'était en 1985, sous l'initiative de René Lévesque, suite à une rencontre semblable à celle qui nous réunit à Mashteuiatsh cette semaine. Par cette résolution, l'Assemblée Nationale du Québec reconnaît notamment aux nations Autochtones le droit à l'autonomie; le droit à leur culture, leur langue, leurs traditions; le droit de posséder et de contrôler des terres; le droit de participer au développement économique du Québec et d'en bénéficier.

À l'époque, nos représentants trouvaient que cette résolution n'allait pas assez loin. Or, aujourd'hui, on se rend compte qu'elle allait plus loin qu'aucun gouvernement depuis n'aura voulu aller.

Quoi qu'on dise, quoi qu'on fasse, les cultures, les valeurs et les philosophies de nos peuples étaient et sont restées fondamentalement différentes de tout ce qui caractérise la société dominante québécoise. Soyons clair et disons les vraies affaires : je ne suis pas Canadien, je ne suis pas Québécois, je suis Innu. Nos nations ont leur identité propre, elles ont des droits distincts et ne seront jamais assimilées à la société dominante. Les communautés ne sont pas et ne seront jamais des municipalités. Ce sont des Premières Nations.

Et pourtant, on continue, encore aujourd'hui, de refuser à nos peuples le droit de façonner leurs sociétés et leurs institutions, conformément à leurs valeurs.

Or, une nation dont le développement est planifié par d'autres, dont le territoire est aménagé et exproprié par d'autres, dont les droits sont établis et interprétés par d'autres et au profit des autres, une telle nation est réduite à l'insignifiance et à la dépendance. Les questions touchant le territoire et les ressources sont indéniablement sur notre route.

Pour mettre fin à la dépendance, il n'y a pas 36 solutions : les Premières Nations doivent elles-mêmes contrôler les ressources qui leur permettront d'être responsables de leur propre destin et d'édifier des institutions conformes à leurs valeurs. Pour reprendre des paroles du regretté Dédé, des Colocs, je dirais : « passez-nous la *puck* et on va en compter des buts ! »

Nous voulons léguer aux jeunes qui nous suivront des réponses et non des questions, des solutions et non des problèmes. Nous voulons leur léguer une nouvelle relation qui contribuera à la stabilité économique et politique du

Québec, et qui passe nécessairement par la reconnaissance de nos droits, dont le titre ancestral sur le territoire et ses ressources.

Quelques-uns ont accueilli avec scepticisme mon souhait de voir la *Loi sur les Indiens* disparaître d'ici 5 ans. Ça peut paraître irréaliste, utopique, mais si on ne vise pas cet objectif, quelle sera notre vision ? Cette Loi représente l'ultime outil colonial et sera toujours un frein à notre développement. La prospérité de nos peuples passe inévitablement par un nouveau cadre législatif.

Une autre chose que les Premières Nations n'acceptent plus, c'est d'être victimes de parties de ping-pong qui se jouent entre le gouvernement fédéral et le gouvernement du Québec. Et, comment accepter que des questions qui nous concernent soient discutées, entre les gouvernements, sans notre présence, sans que nous soyons impliqués ? À partir de maintenant, je souhaiterais que les questions qui touchent les Premières Nations, soient discutées avec les Premières Nations et que le partage des compétences ne serve plus de prétexte à ne pas bouger.

Sur le plan des relations autochtones-non autochtones, il y a aussi beaucoup de travail à faire. Vous le savez, la méconnaissance de nos réalités engendrent indifférence, préjugés et, parfois, racisme.

Il est temps de démystifier un certain nombre de préjugés tenaces, comme celui voulant que les Autochtones coûtent cher à l'État, plus cher que les autres citoyens. La réalité est toute autre.

Pour avoir vu neiger depuis bien des lunes, je sais bien que changer les perceptions ne sera pas chose facile. Comme disait Albert Einstein, il est plus difficile de désagréger un préjugé qu'un atome.

Mais les efforts récents, je pense notamment au travail de la Commission des droits de la personne du Québec, démontrent que l'éducation populaire est utile et que tout le monde gagne à mieux connaître les Premières Nations, leur histoire, leur contribution, leur culture...

Les travaux de cette semaine sont aussi importants pour nos populations, dans nos communautés, qui regardent de loin et qui s'interrogent sur l'utilité d'un tel exercice. Je veux leur dire que leurs représentants ont travaillé fort avant ce rendez-vous et qu'ils sont ici avec la conviction ferme de faire une différence. On ne veut pas retourner dans nos communautés sans apporter quelque chose de concret, sans pouvoir donner une nouvelle confiance à nos populations respectives.

Nous n'avons pas beaucoup d'occasions pour nourrir l'espoir chez nos jeunes. Cette rencontre, cette semaine, peut représenter une fenêtre.

En terminant, je veux remercier tous ceux et celles qui sont ici. Votre présence témoigne d'une volonté réelle de contribuer au développement socioéconomique des Premières Nations. Ce Forum peut déjà être considéré comme un succès à la lumière de l'importante participation. Merci pour votre présence, merci pour vos idées.

Que le Créateur inspire nos travaux pour qu'ils produisent pour nous tous les fruits qui nourrissent les espoirs de nos peuples.

Bon Forum.